

ANNEXE 5 : Motion

LE CASSE DU SIECLE !

Il importe de rappeler que le principe du partage de la fiscalité entre les membres de CABBALR et de la CALL, peu importe sa formalisation, existe depuis 1967 et la création du SIZIAF. Loin du fait intercommunal, vingt communes (dont 7 sur la CALL) avaient osé investir pour le renouveau économique de ce territoire alors en pleine crise. Cette prise de risque, courageuse, a porté et porte toujours ses fruits. Au fur et à mesure de l'évolution des compétences en développement économique et de la structuration des agglomérations, les 20 communes, réparties sur deux agglomérations, et la répartition des ressources fiscales, désormais perçues au niveau intercommunal, a suivi cette évolution. Car oui, c'est une évolution notable depuis. Le Parc des Industries Artois Flandres se développe. Il produit de la richesse, beaucoup de richesses... Désormais en très grande partie, n'en déplaie, au bénéfice exclusif de la CABBALR. MAIS NE NOUS REMERCIEZ PAS !

Ce partage a été réaffirmé dès 2014 par Artois Com (ancienne dénomination de la CABBALR) qui s'engageait : *« à instaurer cette part de DCS, chaque année, sans limitation de durée. »* tout en rappelant que cet *« engagement est indispensable à l'équilibre budgétaire de la CALL et de ses communes membres. »*. Ces dispositions ont été reconduites à la création de la Communauté d'Agglomération de Béthune Bruay, Artois Lys, Romane par délibération du conseil communautaire du 22 mars 2017.

Les nouvelles richesses fiscales créées ont donc vocation et légitimité à être réparties équitablement, et au prorata des apports financiers initiaux, entre nos 2 agglomérations. Tel était en tout cas à l'époque, l'engagement réciproque que nous avons avec la CABBALR et que nous avons donc concrétisé par la signature de cette convention du 30 décembre 2022. UNE NOUVELLE ETAPE ESSENTIELLE DANS NOTRE LOGIQUE DE COOPERATION POUVAIT-ON CROIRE...

Aussi c'est avec stupeur et totale indignation que nous avons assisté à cette volonté manifeste de remise en question de ces engagements anciens, pourtant déterminants et stratégiques. Oui, il faut oser jouer de l'histoire avec un tel détachement. LA FIN JUSTIFIE-T-ELLE LES MOYENS ?

Quelle cohérence (finalité ?) lorsque l'on affirme et que l'on porte haut et fort la notion de nouvelle coopération territoriale avec force et symbolique, nous autorisant incontestablement à être ambitieux avec toutes ses conséquences vertueuses pour l'ensemble de nos populations indépendamment de nos logiques partisans ?

Pire, quelle n'est pas notre colère lorsque nous voyons cette volonté manifeste de mettre à mal nombre de nos communes sans cause ni fondement au seul motif d'un supposé enrichissement de l'agglomération alors même que le Président de la CABBALR clamait haut et fort lors de son conseil communautaire en date du 6 décembre 2022 : *« l'idée est qu'il n'y ait pas de perdant ou de gagnant et que finalement, le partage du produit soit bien l'image parfaite de l'évolution de ce qui se passe sur la zone d'activité »*. Y aurait-il un docteur Olivier et un mister GACQUERRE ?

Considérant ce repositionnement aussi violent qu'incompréhensible, les élus de la ville de Billy-Montigny affirment avec force leur désaccord absolu face à cette remise en cause du versement de la Dotation de Solidarité Intercommunautaire et actent la nécessaire décision d'engager les procédures contentieuses utiles pour préserver nos droits et ceux de nos communes membres, directement impactées par cette délibération manifestement illégale. C'est l'intérêt légitime de nos populations et de nos entreprises.